

le débat du jour

La jeune génération a-t-elle tourné le dos à l'engagement politique ?

Ils seraient désabusés, apathiques, à tout le moins passifs. « Les jeunes », dit-on, ne s'engagent plus. Est-ce le cas ou les formes d'engagement ont-elles changé ?

Les jeunes ne s'intéresseraient plus à la politique. C'est devenu un lieu commun de le dire. D'après une étude commandée par la Fondation P&V, 16 % seulement des jeunes adultes comptent encore sur la politique pour les aider à résoudre leurs problèmes ou réaliser leurs rêves. Cela ne signifie pas qu'ils sont dépolitisés.

Mais partant de ce constat, la fondation a lancé un appel à projets, fin de l'année dernière, destiné aux organisations au sens large ayant l'expérience de travailler avec et pour les jeunes : ASBL, écoles, associations de fait, etc.

Objectif : montrer aux jeunes l'intérêt de s'activer ensemble avec d'autres jeunes et en dialogue avec d'autres acteurs dont les pouvoirs publics, dans la réalisation d'un projet concret.

Plus d'une centaine de projets ont été envoyés à la fondation dont huit ont finalement été sélectionnés par un jury indépendant : 4 francophones et 4 néerlandophones. Ils se partageront 200.000 euros.

Les noms des lauréats seront dévoilés mardi prochain lors d'une soirée-débat sur le thème « L'aliénation politique (des jeunes) et le besoin de revitaliser l'action collective ». La soirée sera parrainée par Agathe Cagé, secrétaire générale de la campagne présidentielle du candidat socialiste Benoît Hamon et président du think tank Carte sur table, ainsi que Raphaël Glucksmann, philosophe, essayiste et documentaire français.

Respectivement âgés de 33 ans et de 37 ans, ils se sont, chacun dans leur domaine, engagés dans le débat politique français depuis plusieurs années. Les jeunes ont-ils déserté le champ politique ? Pas si simple, nous disent-ils. Voici leur analyse.

C.D.P. et Ph. Ds.

« Il y a une repolitisation de la jeunesse, mais elle se fait en dehors des partis »

Pour le philosophe Raphaël Glucksmann, il est faux de dire que les jeunes ne s'engagent plus. Au contraire. Mais les critères retenus pour en juger sont devenus obsolètes.

C'est devenu un lieu commun de dire que « les jeunes » ne s'engagent pas ou plus. D'accord avec ce constat ?
Ce lieu commun est complètement erroné. Comme il y a une crise profonde des structures collectives d'engagement (partis, syndicats ou même églises), on déduit, parce que les jeunes les désertent, qu'ils ne sont plus engagés dans la vie de la cité. En réalité, les nouvelles manières de s'engager dans la vie de la cité ne passent plus par ces structures traditionnelles. Ces dernières deviennent donc de très mauvais baromètres pour juger du niveau d'investissement. Elles sont en décalage. Les jeunes s'engagent peut-être même plus qu'avant, mais pas du tout de la même manière. Ils ne s'engagent plus dans les partis traditionnels, mais dans des associations, des mouvements citoyens, ils descendent dans la rue, vont dans les meetings. Ce n'est donc pas que les jeunes ne s'engagent plus en politique. Au contraire, il y a une repolitisation de la jeunesse, mais elle ne se fait pas à travers les structures traditionnelles. En France, aujourd'hui, il y a plus d'associations sans but lucratif qu'il n'y en a jamais eu. Même dans la consommation, il y a des réseaux politiques, via l'économie solidaire et environnementale, qui sont des manières d'investir un champ politique. Mais la figure traditionnelle du

militant politique appartenant à une sorte d'Église politique verticale, ne correspond plus au rapport au monde de la jeunesse. Il y a un décalage, non pas entre les jeunes et la politique, mais entre les jeunes et une certaine forme de politique. On ne reviendra pas en arrière. Tout l'enjeu des démocraties occidentales est là : comment faire passer l'énergie de cette jeunesse dans de nouvelles formes politiques, de nouveaux mouvements. C'est un peu ce qui s'est produit pendant la campagne présidentielle française : il y avait beaucoup de jeunes dans les meetings, plus qu'il y a cinq ans. Mais ils ont opté pour des forces politiques nouvelles. On ne sait pas ce qu'ils vont donner. Mais au lieu de voter PS ou LR, ils ont voté France insoumise. En Marche ! ou Front national. A chaque fois qu'ils ont la possibilité de s'engager, les jeunes le font sur une thématique « dégaussiste » – c'est le mot de Mélenchon. Il ne s'agit pas seulement de dégausser des hommes – Hollande ou Sarkozy – mais aussi des structures qui ne leur conviennent plus. Cela va-t-il déboucher sur quelque chose de positif ? On verra.

Cette absence de débouchés concrets, c'est la critique adressée par exemple au mouvement « Nuit debout ». Ça ne débouche sur rien directement. C'est le problème de tous ces mouvements horizontaux, qui sont les plus inventifs, innovants et jeunes en termes de représentation de la vie politique dans le monde. Ils sont horizontaux, et donc ils n'ont pas de prophète qui les guide, ni un programme ou des structures préétablies. Ils jaillissent, d'un coup, des réseaux sociaux ou de rencontres où chacun vient s'investir de manière autonome, partager un élan commun, mais sans perdre son libre arbitre. C'est le cas de Nuit debout en France, des Indignés en Espagne, d'Occupy Wall Street aux États-Unis, mais aussi à Maidan en Ukraine ou des révolutions arabes. Aucun parti politique traditionnel d'opposition ne dirigeait ces mouvements. Ils étaient spontanés, dirigés

par une jeunesse fonctionnant en réseaux, de manière horizontale. C'est à la fois extraordinaire-puissant et en même temps, tous ces mouvements mènent à une aporie. L'incapacité à se structurer en mouvement fait qu'il n'y a plus de débouchés et que la vieille politique reprend le dessus. Il s'agit de deux rapports au monde. Tout ce qui est inventif est horizontal. Mais il n'y a pas encore eu de solution trouvée pour que cela investisse le champ politique traditionnel de manière à prendre le pouvoir et gouverner.

Cette aspiration à investir autrement, c'est ce que montre, par exemple, le film « D-Demain ».

Non seulement le film le montre, mais le succès du film le montre. Comme le montre chaque initiative qui propose de s'investir dans la vie de la cité sans prendre une carte de parti. Nous sommes dans un entre-deux. Il faut absolument battre en brèche cette idée que la jeunesse est apolitisée, qu'elle est léthargique. C'est faux et c'est même un contresens. Parce que nos sociétés traversent une crise institutionnelle extrêmement forte, parce qu'il y a eu les attentats et que la menace de la guerre a fait irruption dans la vie réelle des jeunes occidentaux, parce que les extrêmes droites menacent, la politique fait un retour dans la vie des jeunes.

Autant dans les années 90, ils pouvaient croire que c'était un luxe, que c'était facultatif, autant aujourd'hui on sent que c'est une question de vie ou de mort. Violence écologique, terroriste, d'extrême droite : on a aujourd'hui un rapport beaucoup plus existentiel à la politique qu'avant. On le voit partout, dans le monde économique, intellectuel, politique, il y a eu un changement de génération. C'est cette jeunesse qu'on disait dépolitisée qui va prendre les rênes de ce débat-là. Et on va être surpris. Je ne sais pas si le quinquennat de Macron va être positif. Mais le mouvement de débat et d'opposition va être positif. ■

Propos recueillis par CORENTIN DU PRIMA

« La jeune génération est très informée mais elle ne croit pas au changement politique »

La jeune génération dispose de tous les outils pour changer le cours de la pratique politique, mais elle ne saisit pas assez cette opportunité, estime Agathe Cagé.

Diriez-vous qu'il y a une aliénéation politique des jeunes ?

Non. Par contre, la génération actuelle est un peu schizophrène vis-à-vis de l'engagement politique. Elle est à la fois très informée, elle suit de très près les questions politiques, elle peut s'engager très facilement – pas forcément politiquement, mais dans des actions locales, citoyennes –, c'est une génération qui partage une volonté de faire bouger les choses et en même temps c'est une génération qui ne croit plus vraiment dans le changement politique, dans la capacité de la société à progresser.

C'est le désabusement par rapport à la capacité de la politique traditionnelle à faire bouger les choses qui prévaut ? Elle est plutôt désabusée par rapport à la possibilité de voir véritablement une politique faite différemment. Depuis 10, 20, 30 ans, les jeunes ont toujours entendu le discours sur la nécessité de faire de la politique autrement, de gouverner différemment, de penser plus le collectif, la démocratie participative. Et en même temps, ils constatent que les responsables politiques ne changent pas véritablement leurs pratiques. Par ailleurs, cette génération a le droit de vote et ne sait pas toujours s'en saisir. Lors du vote sur le Brexit, 52 % des Britanniques ont voté en faveur d'une sortie de l'Union européenne. 75 % des moins de 24 ans s'étaient prononcés pour le maintien dans l'UE, mais pas tous allés voter... On peut se dire que c'est rassurant, que les jeunes Britanniques sont plutôt proeuropéens, ou alors se dire que ces jeunes se sont laissés imposer leur destin. Il n'y a peut-être pas une prise de conscience complète que le vote peut changer les choses et que chaque vote compte. Il y a un rapport au vote un peu désabusé : le vote individuel n'est qu'une goutte d'eau. Et en même temps, on sait très bien que chaque bulletin de vote contribue à la décision et qu'une fois le vote clôturé, cela

Agathe Cagé

Âgée de 33 ans, cette ancienne collaboratrice du ministère français de l'Intérieur, puis de l'Éducation nationale, a rejoint l'équipe de campagne présidentielle de Benoît Hamon (PS) comme secrétaire générale. Diplômée de l'ENA, elle a créé en 2008 avec sa sœur jumelle Julia, économiste formée à Harvard, le think tank Cartes sur table, dont la mission est d'inciter les jeunes à se poser comme des acteurs majeurs du débat public.

des conséquences concrètes.

C'est lié à un trait de caractère d'une génération élevée dans l'affirmation de soi, de l'individualité, qui refuse de se fonder dans un parti, de sous-traiter son libre arbitre à un représentant ?

Cela s'inscrit en partie là-dessus. La jeune génération dispose d'outils assez puissants pour que la voix de chacun soit portée relativement loin, via un blog ou des outils aussi simples qu'un statut Facebook ou un tweet, dont on sait que quand ils sont bien rédigés, ils peuvent atteindre des centaines voire de milliers de personnes partout dans le monde. Par rapport à cela, le vote anonyme peut sembler avoir peu de poids. Mais ce qui est paradoxal, c'est que sur le plan politique, cette génération n'a pas encore compris qu'elle a la capacité de changer les choses par ces outils numériques. Car ces derniers rendent le coût de l'engagement politique quasi nul. Je ne dis pas que si vous voulez monter une organisation politique, conduire un combat, il ne faudra pas des moyens financiers. Mais pour commencer un engagement politique, vous n'avez pas besoin d'un lieu de réunion car vous pouvez vous réunir virtuellement, vous n'avez plus besoin de budget communication car vous communiquez gratuitement via un site internet et les réseaux sociaux, et vous n'avez plus besoin de financer vos déplacements, ce qui vous rend indépendant des financiers, banques ou entreprises.

Les jeunes sont sceptiques par rapport à la politique traditionnelle. Ils demandent davantage d'horizontalité, de collectif ? Il y a une tendance assez louable à ne plus s'inscrire dans des files d'attente assez traditionnelles où on vous explique qu'il faut attendre 20 ans, vous deviez être à telle place, à 40 à telle autre. Aujourd'hui, ça ne fonctionne plus. Il y aura toujours des personnes qui diront « stop, j'ai peut-être moins de maturité et d'expérience, mais j'ai des compétences qui font que je peux prétendre, autant que mes aînés, à

des responsabilités... Mais l'horizontalité ne doit pas se faire au détriment du collectif. Pour constituer une force politique de changement, il faut s'inscrire dans un collectif qui regroupe l'ensemble des générations. Cela peut donc être une faiblesse de la jeune génération : casser la file d'attente est une force, mais couvrir le faire seul ne peut mener qu'à des choses qui ont moins de poids que si elles étaient portées collectivement. Il faut que cette génération apprenne à s'inscrire dans le collectif. Pas dans une hiérarchie verticale avec le plus anciens en haut et les plus jeunes en bas, mais des collectifs horizontaux.

Quid de la figure du leader, alors ? On a par exemple souligné comment la France insoumise a construit un mouvement assez inédit, via notamment les médias numériques, mais il était incarné par Mélenchon, modèle de leadership fort en guéule par excellence. Paradoxal ? Le ou les leaders sont nécessaires. Il reste une question de savoir comment les faire. C'est assez normal, car la figure d'identification est celle qui va prendre des engagements. Les engagements pris à titre collectif ont plus de poids que ceux pris à titre individuel. Et ces figures sont nécessaires car, au sein d'un collectif, des gens vont s'engager à fond sans nécessairement le souhaiter d'avoir une visibilité ou une responsabilité particulière. Mais l'intelligence collective permet souvent de mieux penser l'avenir.

Vous avez conseillé Benoît Hamon. Il a porté un discours tourné vers la jeunesse, l'avenir, les nouvelles pratiques politiques. Mais ça n'a pas pris. Comment l'expliquez-vous ? Il a manqué de temps. Macron a construit sa candidature sur un an. Mélenchon a construit la sienne sur cinq ans. Quand vous voulez mobiliser la jeunesse, les réseaux sociaux, ça se construit. Vous n'arrivez pas à avoir des YouTubeurs populaires qui vous construisent en deux mois. Il faut construire sur le temps long. ■

Propos recueillis par C.D.P.

Raphaël Glucksmann

Né en 1979, l'essayiste et documentariste est le fils d'André Glucksmann, disparu en 2015. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il a travaillé au « Soir d'Algérie » avant de s'engager politiquement aux côtés des révolutions en Géorgie et en Ukraine. Il est devenu l'un des conseillers officiels du président géorgien Saakachvili. Il a signé l'an dernier « Notre France. Dix et sima » et « Que nous sommes », chez Allary.

EN PRATIQUE



FONDATION P&V
participation & vie

Le débat sera modéré par Béatrice Delvaux (Le Soir) et Han Renard (Knack). Plusieurs intervenants y participeront, dont Philippe Van Parijs, philosophe, responsable de la Chair Hoover d'éthique économique et sociale de l'UCL, Tine De Moor, professeur d'histoire sociale et économique à l'Université d'Utrecht et Dries Gysels, créateur et coordinateur du Lab van Tronk. Le débat aura lieu le mardi 23 mai à 18 h dans le studio 1 de Flagey, place Sainte-Croix, à 1050 Bruxelles. Programme complet et inscriptions via le lien <https://www.fondationpandv.be/my-future-our-society-a-call-for-action-fr>.